



La Feuille Verte

OCTOBRE 2019 / n°234 / 2,80 €

C'EST LA RENTRÉE

Nous étions au moins 2 000 aux Journées d'été d'ÉELV de Toulouse : ambiance studieuse, détendue, prometteuse pour l'avenir. Les Journées d'été sont toujours un moment riche en échanges, en rencontres : rien de mieux pour commencer l'année politique à venir.

Pour nous, en cette rentrée, point de cartable ni de trousse, mais pancartes, tracts et argumentaires, car les municipales arrivent. Enjeu local, bien sûr, mais aussi national car cette élection sera aussi le premier acte du renouvellement du sénat.

Nous espérons des résultats à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux. Le prochain mandat municipal devra être celui du changement, de la transformation radicale de nos communes, car jamais les territoires n'ont eu à relever de tels défis globaux, au premier rang desquels le dérèglement climatique, l'accroissement insupportable des inégalités, la chute de la biodiversité et l'affaiblissement de notre démocratie.

Cette année va être d'autant plus chargée qu'avant les municipales, tous les d'adhérents sont invités à participer au Congrès d'ÉELV, en novembre prochain. Ce moment de débat politique est important pour la vitalité de la démocratie interne de notre parti. Il s'agit de décider de nos orientations politiques pour les trois prochaines années et d'élire les personnes qui seront chargées de les faire vivre. En Franche-Comté, notre Congrès régional se tiendra à Besançon les 16 et 17 novembre 2019, au Centre international de séjour. Réservez ces dates car vous y êtes tous conviés, même si vous êtes sympathisants ou coopérateurs, et que vous souhaitez débattre.

Nous comptons sur vous !

BESANÇON PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



Cécile Prudhomme et
Philippe Chatelain
Cosecrétaires régionaux

édito

Sommaire

P 1 : Édito
P 2 : JDE de Toulouse
P 3 : Carnet de campagne
P 4 : Non à Dôle-Tuffes !
P 5-6 : Morteau veut aussi des coquelicots
P 7-8-9-10-11 : Autour de trois mots : métropolisation, effondrement, transhumanisme
P 11 : Comment recevoir *La Feuille Verte* ?
P 12-13 : Justice climatique, justice sociale et justice migratoire
P 14-15 : Deux articles sur le déclin des insectes
P 15 : Vingt-quatre chantiers
P 16 : Conférence sur les paradis fiscaux
P 16 : L'ours
P 17 : Photo de famille

P 17 : Où trouver EELV au plus près de chez vous ?
P 18 : JDE de Toulouse (suite)



JDE de Toulouse

JOURNÉES D'ÉTÉ
DES ÉCOLOGISTES
TOULOUSE
22|24 AOÛT 2019

2



Beaucoup de monde pour la cérémonie d'ouverture du congrès. L'amphi est plein à craquer, il déborde même ! C'est l'heureuse surprise de la journée.

Quelques Francs-Comtois sur cette photo : Alain Fousseret et Gérard Mamet.

C'est Marine Tondelier qui nous accueille. Elle fera les présentations tout au long de ces 3 journées, avec beaucoup de fraîcheur, d'humour et de dynamisme.



Photos prises par
Suzy Antoine

CARNET DE CAMPAGNE



Pour la première fois, j'ai « fait » une campagne. Une « vraie », celle où on est seule sur le devant de la scène.

Et il m'a fallu du temps pour atterrir et encore plus pour vous en faire un retour.

J'ai été extrêmement fière de porter haut les couleurs du parti, et terriblement impressionnée par les moyens que les militants francs-comtois (et l'équipe parisienne) ont déployés : moyens humains, moyens financiers, temps, souplesse, gentillesse et surtout bienveillance.

- C'est Yannick Jadot que je me démène à faire venir et dont la visite a même marqué l'équipe de campagne parisienne (j'ai obtenu les photos de la visite cet été aux JDE).

- Ensuite les amis de Dole qui me convient à un moment très riche aux côtés de Dominique Voynet.

- L'action contre les fermes de visons, où (tout le monde étant transi de froid) personne n'a ménagé sa peine ni écourté sa présence pour cette cause animale qui me tient tant à cœur.

- Les deux débats de Belfort, tous deux hors normes : parler de migrants en présence de Damien Carême ; parler de la condition animale sur un plateau de onze femmes engagées.

- Le plateau de France 3, saut dans l'arène des médias politiques ; le grand moment de solitude sur « *les robots tueurs* » et cette fraction de seconde où je me suis dit « *Je me lève et je sors* ».

Je n'ai pas pu répondre à une dernière sollicitation dans le Jura que j'aime tant, et je le regrette.

Chaque fois, tout s'est mis en place avec intelligence, bon sens et efficacité et je me rends compte de l'énorme travail que tout le monde a mené. (J'espère que personne n'est en train de se dire « *Ah ben, elle s'en rend compte maintenant !* »)

J'ai sincèrement fait de mon mieux pour être à la hauteur, et je dois avouer que j'étais terrifiée à l'idée de meetings ! Il y a peu de temps encore, prendre la parole même en CPR me demandait de gros efforts.

J'ai énormément appris et progressé, personnellement et politiquement.

Aux personnes qui me disent se méfier des partis politiques, je réponds que j'ai rejoint EÉLV en 2011 et que je ne cesse d'être stupéfaite de la richesse et de la détermination de ses militants et élus locaux.

Le résultat a été à la hauteur de l'investissement de toutes et tous, et c'est une grande fierté d'avoir pu y apporter le mien.

Je vous dis un grand merci à tous, parce que j'ai une pensée pour chacun qui m'a aidée ou utilisée (à juste titre) pour cette campagne.

Anna Maillard



NON À DÔLE-TUFFES !



La station des Rousses comprend quatre massifs : les Tuffes, la Serra, le Noirmont et la Dôle. La station, qui n'est située qu'à 45 km de Genève, a pris son essor au milieu des années 70 avec le développement du ski de descente, par la création de télésièges et de remonte-pentes sur quatre communes : Lamoura, Prémaman, Bois-d'Amont et Les Rousses. Les pistes sont situées entre 1 120 et 1 680 m d'altitude. C'est donc une station de moyenne montagne, qui est particulièrement menacée par le réchauffement climatique : à ces altitudes, dès maintenant, un enneigement suffisant est compromis pour le ski de descente.

Le 30 juillet, le Préfet du Jura a dit oui à l'aménagement de la station des Rousses malgré l'avis défavorable du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) et l'intervention de France Nature Environnement.

Pour rappel, ce projet dit « Dôle-Tuffes » vise à la « modernisation » de la station des Rousses et à l'aménagement d'une liaison par télésiège pour relier le massif des Tuffes à celui de la Dôle, sur le versant Suisse.

EÉLV s'oppose vigoureusement à ce projet, dangereux écologiquement et financièrement.

C'est que, bien au-delà de son aspect destructeur sur le plan écologique, comme l'a dénoncé le CNPN, ce projet nie la problématique du réchauffement climatique à laquelle nous sommes confrontés.

En effet, la viabilité financière de ce projet est basée sur un nombre de jours d'enneigement bien supérieur à ce que nous avons connu ces dernières années sur le massif jurassien. Par ailleurs, quasi tous les experts s'accordent sur le fait que le processus de réchauffement planétaire s'emballé. Les élus et le représentant de l'État engagent donc nos collectivités sur un projet qui fait fi de cette double réalité. L'exigence, par le Préfet, de la mise en place d'un

observatoire « pour surveiller les évolutions du climat et réactualiser les données en fonction de l'avancée des connaissances scientifiques » (Voix du Jura, 30 juillet) nous laisse pantois.... Il ne s'agit plus d'observer les dégâts que l'homme inflige à l'environnement dont il dépend, mais bien de prendre réellement soin de la planète et de sa biodiversité pour assurer aux générations futures la possibilité d'y vivre.

Ce projet est aussi un non-sens économique : il engloutira près de 12 millions d'euros, financés en grande partie par le contribuable. Pour tenter d'assurer sa viabilité financière malgré l'incertitude du manteau neigeux d'ici à 2050, le Syndicat mixte a revu son plan de financement, le passant de 30 à 15 ans en misant - c'est à souligner - sur la neige « de culture » ! Face à cet aveu de non-rentabilité financière, nous ne pouvons que nous offusquer que nos élus et notre Préfet nous engagent sur un projet qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme n'étant pas tenable à brève échéance !

Europe Écologie - Les Verts demande aux élus du Haut-Jura et au Préfet :

- d'engager un travail collaboratif avec toutes les forces vives du Haut-Jura, françaises et suisses, pour construire un projet touristique 4-saisons, transfrontalier, respectueux de l'Homme et de son environnement ;

- de transférer les financements prévus pour ce projet initial dans cette transition urgente et absolument nécessaire.

Anne Perrin



MORTEAU VEUT AUSSI DES COQUELICOTS

Le mouvement contre les pesticides « Nous voulons des coquelicots » a été lancé en septembre 2018 dans Charlie Hebdo, à l'initiative de Fabrice Nicolino et François Veillerette. Dans 600 lieux de France, des groupes de citoyens se réunissent tous les premiers vendredis de chaque mois, en général devant la mairie de la commune, pour demander l'interdiction des pesticides. Le 13 septembre, à l'invitation de l'association « Fleur de terre », François Veillerette donnait une conférence à la Salle des fêtes de Morteau devant plus de 100 personnes. François a été président de Greenpeace-France et cofondateur de Générations Futures. De 2010 à 2015, il a été vice-président EÉLV de la région Picardie, chargé du dossier Environnement-Alimentation-Santé.



Pesticides, un sujet d'actualité

Les arrêtés pris par 80 maires pour demander une distance de sécurité minimale de 100 ou 150 mètres autour des écoles ou des habitations lors de l'épandage de pesticides, sont annulés par les tribunaux administratifs sous prétexte que c'est une prérogative de l'État. C'est le maire de Langouët qui a pris en premier l'initiative, considérant que l'État ne faisait pas son travail de protection des populations. Il a été suivi par des dizaines d'autres maires, dont celle d'Audincourt, considérant qu'il fallait remédier dans ce domaine aux carences de l'Etat. La proposition par le gouvernement d'une distance de 5 à 10 mètres apparaît ridicule, même quand les pesticides sont utilisés en l'absence de vent.



Veillerette raconte que les pesticides n'ont pas une histoire très glorieuse, puisqu'ils sont dérivés des gaz de combat mortels utilisés par les militaires au cours de la Première Guerre mondiale. Ils ont d'ailleurs été fabriqués par les mêmes entreprises, comme Bayer. Mais jusqu'à la sortie en 1962 du livre de Rachel Carlson *Le printemps silencieux*, qui met en cause le DDT dans la disparition des oiseaux, on considère que les pesticides font des « miracles ». Ensuite, comme les pesticides commencent à être considérés comme des poisons dangereux, le lobby qui les défend invente de nouveaux éléments de langage. On parle désormais de « *protection des plantes* », de « *défense des cultures* », de « *produits phytosanitaires* », comme pour en adoucir la toxicité.



Des effets délétères

Et l'empoisonnement continue ! Le Grenelle de l'Environnement avait prévu de réduire de 50 % la quantité de pesticides entre 2009 et 2016. En fait, pendant cette période, les quantités ont augmenté de 11 %. La carte des ventes de pesticides fait apparaître 3 zones principales : le nord de la France (blé), la région de Bordeaux (viticulture) et le sud de la France (fruits).

On assiste un peu partout à une épidémie de cancers et de maladies chroniques : lymphomes, obésité, troubles autistiques et troubles de la reproduction. Ainsi, en 40 ans, chez les hommes, le nombre de spermatozoïdes a été divisé par 2 et aux États-Unis, un enfant sur 45 naît avec un trouble autistique. On retrouve des résidus de pesticides dans la poussière des aspirateurs, dans l'air ambiant, dans l'eau, dans les aliments, dans le sang, dans les urines. Dans le cas des perturbateurs endocriniens comme le bisphénol A, on a une réponse « non linéaire », c'est-à-dire qu'une très faible dose peut avoir des effets supérieurs à une dose plus élevée.

C'est l'exposition de la mère au cours des premières semaines de grossesse qui est la plus dangereuse pour le fœtus. Les études commencent à montrer aussi un effet transgénérationnel, c'est-à-dire qu'on note des conséquences de l'exposition pendant la grossesse sur la santé de la descendance.

Quelques bonnes nouvelles

Sous la pression des ONG de protection de l'environnement, l'utilisation des insecticides du groupe des néonicotinoïdes a été interdite par la France il y a un an. Les néonicotinoïdes semblent responsables du déclin des abeilles et des autres insectes pollinisateurs. Mais le lobby des pesticides, qui n'a pas dit son dernier mot, a introduit un recours auprès de l'Union européenne, qui n'a pas encore statué... Concernant les autres pesticides, la loi Labbé, du nom du sénateur écologiste breton, a interdit l'utilisation de tous les pesticides dès 2017 chez les particuliers et en 2019 dans les espaces publics. Malheureusement, dans l'agriculture conventionnelle, non seulement cette utilisation n'est pas interdite, mais elle n'a pas diminué.

On peut nourrir la France et l'Europe avec l'agro-écologie, en se passant des pesticides et des engrais chimiques. D'ailleurs, Veillerette fait remarquer que les paysans les plus pauvres n'ont accès ni aux pesticides, ni aux engrais, ni au tracteur : ils n'en ont pas les moyens. Malheureusement, la PAC continue de subventionner l'agriculture la plus polluante, celle qui empoisonne les paysans et les consommateurs, qui détruit les pollinisateurs et qui, par la destruction partielle de la microfaune et de l'humus, entraîne une baisse de la fertilité des sols. Le changement du modèle agricole est à portée de main, mais il manque toujours la volonté politique de nos dirigeants...

Vivement que les coquelicots refleurissent !

Gérard Mamet



EXTRAIT DE L'APPEL : « NOUS VOULONS DES COQUELICOTS »

Les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, dans la rosée du matin, dans le nectar des fleurs et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid des oiseaux, dans le lait des mères, dans les pommes et les cerises. Les pesticides sont une tragédie pour la santé. Ils provoquent des cancers, des maladies de Parkinson, des troubles psychomoteurs chez les enfants, des infertilités, des malformations à la naissance. L'exposition aux pesticides est sous-estimée par un système devenu fou qui a choisi la fuite en avant. (...)

Nous exigeons de nos gouvernants l'interdiction de tous les pesticides en France. Assez de discours, des actes.

AUTOUR DE TROIS MOTS : MÉTROPOLISATION, EFFONDREMENT, TRANSHUMANISME

Les journées d'été des Verts sont toujours l'occasion de débats de fond, parfois un peu théoriques. Cette année, à Toulouse, je me suis intéressé à trois sujets qui ne sont pas toujours connus du grand public, mais qui pourtant nous concernent tous : la métropolisation, qui est l'entassement des populations dans des hypercentres urbains, l'effondrement (en anglais collapse), annoncé à court terme, des sociétés humaines du fait de la dégradation de l'environnement, et le transhumanisme qui, au contraire, prophétise la possibilité de l'immortalité des humains devenue envisageable grâce aux progrès technologiques. Nous allons essayer d'en apprendre un peu plus sur ces trois concepts.



LA MÉTROPOLISATION

À Toulouse, la vedette de l'atelier intitulé « Métropolisation : concevoir autrement l'aménagement du territoire » était Guillaume Faburel. C'est l'auteur d'un livre qui a reçu le prix de la

Fondation de l'Écologie Politique,

« *Les métropoles barbares* » (1). Pour Faburel, les centres des métropoles sont des « *empires de concentration des richesses et des élites* », « *le dernier lieu d'accumulation du capital* » ou encore « *le stade ultime du capitalisme* ». La métropolisation est aussi « *le signe de la relégation des zones périphériques* ». Et là il rejoint les analyses du géographe Christophe Guilluy et de son livre *La France périphérique* (2). Les classes populaires et une partie des classes moyennes sont condamnées à quitter les grands centres urbains où les loyers sont devenus beaucoup trop chers. Ils partent dans les banlieues pauvres ou les zones périphériques qui les prolongent, et parfois dans les territoires ruraux. Ester Benbassa, sénatrice EÉLV, dira dans son intervention qu'on a là des éléments qui expliquent, au moins partiellement, l'abstention, le vote FN et le mouvement des gilets jaunes. Dans les périphéries qui prolongent les banlieues pauvres, il n'y a ni emplois, ni transports publics, ce qui génère de l'anxiété et de l'inquiétude pour l'avenir.

Dans son livre, Guillaume Faburel explique comment se fait la concentration des richesses qui s'organise dans un contexte de concurrence exacerbée. Les métropoles vont capter l'essentiel des investissements de communication (aéroports et interconnexions ferroviaires) et attirer les sièges des grandes entreprises, les places boursières, les organismes bancaires, les

organismes de formation de haut niveau. Il en résulte un phénomène de spéculation foncière qui fait grimper le prix des loyers, mais enrichit, de fait, les propriétaires. Et comme l'a expliqué David Bellier, le candidat écologiste à la mairie de Paris, dans la capitale le prix des loyers a doublé en 20 ans et le prix d'achat moyen du mètre carré dépasse maintenant 10 000 € : « *Pour acheter un appartement à Paris, il faut maintenant être un héritier ou un ultra-riche. La sociologie de la population parisienne se transforme : par la poursuite de la gentrification, on passe des bobos (artistes, professeurs d'université...) aux bourgeois tout court (directeurs financiers, gros actionnaires...)* ».



Pour l'instant, en France, seuls Paris et parfois Lyon figurent dans le top 50 des classements internationaux des villes-mondes. Mais tous les candidats « métropole » se calquent peu ou prou sur ce modèle : il s'agit, dans le contexte de concurrence exacerbée de la mondialisation néolibérale, d'attirer les populations les plus solvables et les activités les plus lucratives. Les « nouvelles classes » qui vont peupler les centres métropolitains sont censées être « hyper » : hypercréatives, hypermobiles, hyperconnectées, hyperadaptables et, bénéficiant d'un niveau

de vie hyperconfortable, elles sont aussi hyperconsommatrices. Et pour Faburel, cette hyperdensité, cette concentration extrême est la cause première du risque d'effondrement de notre civilisation et elle est corrélée avec l'appauvrissement, voire la désertification, des zones périphériques et rurales.



C'est en partie ce débat qui a été réactivé par le mouvement des Gilets jaunes et on pourrait penser que les écologistes ont toujours été opposés à de telles perspectives, qui accroissent les inégalités territoriales. Une métropole, comme dit Manon Loisel, consultante en stratégies territoriales, qui était aussi présente à Toulouse, c'est une catastrophe écologique autour du triptyque « consommation-densité-chaleur ». Pourtant, EÉLV n'a guère manifesté son opposition à la loi NOTRe, qui a entériné et renforcé le phénomène de métropolisation de la France avec la constitution de grandes régions mises en concurrence. En Bourgogne-Franche-Comté, le vrai enjeu n'est pas la guéguerre entre Dijon-métropole et Besançon-métropole, mais comment envisager un développement équilibré des territoires qui ne se fasse pas au détriment de Nevers, Auxerre, Dole ou Montbéliard.

Comme David Belliard l'a rappelé, les métropoles – y compris Paris – présentent aussi des grandes fragilités : fragilité institutionnelle et démocratique puisqu'il n'y a pas d'élection directe des exécutifs, fragilité budgétaire dans un contexte de raréfaction de l'argent public, et fragilité politique par des formes de « technocratisation » des dossiers au détriment de l'implication des élus. On pourrait y ajouter une incertitude globale : quelle sera la capacité de résilience des métropoles en cas de crise grave ou de guerre avec pénurie d'énergie, d'eau, de ressources alimentaires ? Dans son propos, David Belliard a esquissé des pistes pour rompre avec cette logique de surconcentration : réduire les inégalités, promouvoir un développement plus harmonieux entre le centre et les périphéries, dédensifier l'habitat et entraîner une baisse des loyers par la régulation des prix.

La métropolisation, c'est aussi l'accélération sans fin des rythmes de vie, l'étouffement et la saturation dans des espaces trop denses, la rupture des liens avec la nature. Manon Loisel résume en quelques mots la situation des élites qui y demeurent : « *Vivre dans une*

métropole, c'est gagner 10 ans de carrière et perdre 10 ans d'espérance de vie. » Mais il est difficile de revenir à du local après trois siècles d'urbanisation continue. Il y a pourtant dans les grands centres urbains des initiatives « *qui se revendiquent du vivant et de la terre* » : retrouver des structures à taille humaine, revenir au local y compris en retrouvant une identité des quartiers, s'approvisionner en denrées alimentaires produites à faible distance, retrouver de l'autonomie par la capacité à faire soi-même de sa main et contester radicalement la relation de domination entre le centre et les périphéries pour en faire des rapports de coopération.



L'EFFONDREMENT

Les écologistes parlent depuis longtemps des risques d'effondrement de notre civilisation sous les coups de boutoir de l'accumulation des déchets toxiques et de l'épuisement des ressources. Le dérèglement très rapide du climat, avec ses nombreuses catastrophes, semble rendre l'effondrement encore plus imminent et plus probable. Les dernières annonces des scientifiques du GIEC ne nous rassurent pas : l'évolution actuelle du climat ne conduirait pas à une augmentation de température de 1,5 °C, mais plutôt de 3 °C d'ici à 2100, et même de 7 °C dans le pire des scénarios.

Certes, les civilisations humaines ne sont pas éternelles, elles naissent, se développent et finissent par connaître des crises et disparaître. Mais la nouveauté, c'est que la collapsologie (3) annonce un effondrement à très court terme. Une motion interne à EÉLV, intitulée « *Vivre avec l'effondrement* » et inspirée par le grand maître en collapsologie Yves Cochet, donne un calendrier précis et proche. D'après ce texte, le scénario serait le suivant : « *La période 2020 – 2050 sera la plus bouleversante qu'aura jamais vécue l'humanité en si peu de temps. À quelques années près, elle se composera de trois étapes successives : la fin du monde tel que nous le connaissons (2020-2030), l'intervalle de survie (2030-2040), le début d'une renaissance (2040-2050).* » La vision est apocalyptique : triple « crunch » (4) (climatique,

énergétique et alimentaire), famines, épidémies, guerres.



Il n'est pas question ici de nier la gravité de la situation de la planète. À Toulouse, une séance plénière, animée par Alain Coulombel, économiste et secrétaire national adjoint d'EÉLV, a été consacrée aux nouveaux enjeux de l'écologie politique. Dorothee Browaeys (5) nous a parlé, elle aussi, des risques d'effondrement financier, écologique et social avec à l'appui des chiffres effrayants : les pertes de biodiversité pourraient être d'ores et déjà évaluées à une somme comprise entre 4 à 20 000 milliards de \$, la dégradation des sols entre 6 à 12 000 milliards de \$. L'humanité a oublié que les écosystèmes nous rendent des services incommensurables dont nous n'avons pas pris soin.



Alice Canabate, sociologue, a fait un retour historique : les Trente Glorieuses ont été catastrophiques pour l'environnement et nous avons du mal à en sortir, puisqu'on continue de présenter cette période comme un âge d'or de la croissance auquel il faudrait revenir. Pourtant, « *la vision du monde qui en est issue, extractiviste et utilitariste, nous conduit à une impasse morbide* ». Elle insiste sur les aspects idéologiques : malgré le rapport Meadows, « *Halte à la croissance* », publié en 1972, le débat démocratique a été confisqué par l'idée du « *retour à la bougie* » et, plus près de nous, par l'utilisation d'un vocabulaire de dénigrement : « *djihadisme vert* », « *terrorisme écologique* » et une tentative de criminalisation de la contestation écologique, comme on l'a vu à Notre-Dame-des-Landes, à Bure ou au moment de la COP21. Dans la suite du philosophe précurseur André Gorz, la sociologue nous dit que l'enjeu est maintenant d'éviter la barbarie.

Joëlle Zask nous a parlé ensuite des méga-feux qui rongent les forêts en Amazonie, en Indonésie, en Sibérie ou à Madagascar (6). Il s'agit de feux sans précédent qui, du point de vue intensité, étendue, récurrence et gravité, sont sans relation avec les feux passés. Même la ville de Sao Paulo a été touchée, plongée dans le noir par les fumées. Là aussi, il y a des risques d'un embrasement généralisé qui pourrait contribuer à l'effondrement. Ces méga-feux, qui peuvent être déclenchés par une simple allumette, sont à 85 % d'origine humaine. Ils révèlent à la fois le réchauffement climatique et les effets tragiques de l'activité du capitalisme sauvage à la Bolsonaro. Les solutions existent pourtant. Il faut d'abord considérer les forêts tropicales comme des biens communs à préserver, entretenir nos paysages dans des formes collaboratives ou coopératives et le faire en partenariat avec les populations locales comme les Amérindiens d'Amazonie ou les Aborigènes d'Australie.



Nous avons donc de nombreuses raisons d'être inquiets et il n'est pas question de minimiser les dangers qui pèsent sur la planète et l'humanité. Mais en même temps, on ne peut rien construire, rien proposer, à partir de la vision désespérée et apocalyptique qui est celle des collapsologues. Un article du *Monde Diplomatique* d'août 2019, *La fin du monde n'aura pas lieu*, développe une analyse critique de la collapsologie. D'abord, les collapsologues jouent sur la peur, qui est rarement bonne conseillère, ils s'inscrivent dans une vision dite millénariste, qui n'est pas nouvelle et qui est empreinte de formes de mysticisme et de fatalisme. Ensuite, il y a souvent une forme de repli sur des solutions individualistes : comment échapper à l'apocalypse au sein de petites communautés ? Enfin, il y a un risque de dépolitisation du sujet environnemental : ce n'est plus le type de développement, le système économique capitaliste et libéral, qui est responsable de la situation, mais l'humanité toute entière sans discernement, sans hiérarchisation des responsabilités. Or la réalité, c'est bien que le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité



proviennent d'un système ultralibéral basé sur une prédation sans scrupule des ressources naturelles au profit d'une infime minorité d'oligarques.

Pour terminer sur le sujet, voici ce qu'écrivait Gaël Giraud, dans une tribune de *L'Obs*, en novembre 2018, sous le titre *Fuir ou faire face* : « *La perspective de l'effondrement n'est intéressante que si elle permet de mobiliser notre énergie collective vitale pour l'éviter. (...) Et, à rebours d'un certain romantisme post-apocalyptique, il ne suffira pas de faire de la colocation ou des jardins partagés pour « s'en sortir » ! Une alternative à l'effondrement est possible : repenser une économie et une comptabilité qui tiennent compte de la dette écologique d'une entreprise et renouer avec un État stratège doté des moyens financiers et scientifiques nécessaires pour lancer les chantiers cruciaux de l'adaptation au dérèglement écologique. Pour cela, la question environnementale doit être inscrite dans tous les cursus du secondaire et du supérieur, y compris à l'ENA... Tout le reste relève de la démission.* »

LE TRANSHUMANISME

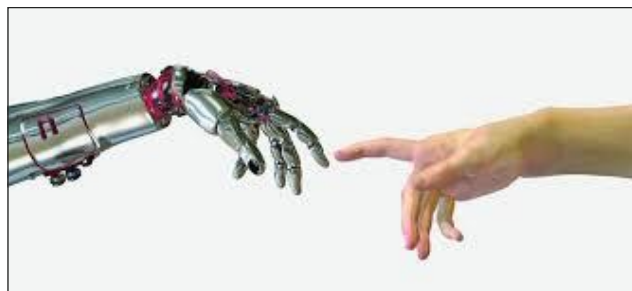
Comme s'ils vivaient sur une autre planète, les transhumanistes nous annoncent, à l'inverse des collapsologues, une époque merveilleuse où même la mort serait vaincue. Dans son introduction au débat sur les nouveaux enjeux de l'écologie, Alain Coulombel nous a mis en garde contre la fuite en avant du capitalisme planétaire : après la 4G, la 5G, puis pourquoi pas la 6G, les robots, le tout connecté, les algorithmes, la surveillance généralisée, la ville augmentée... Le mouvement transhumaniste est né, dans la Californie du nord, au tournant de la deuxième décennie du XXI^e siècle. Il nous prédit que, grâce au numérique, aux robots et à l'intelligence artificielle, « nous vivons l'époque la plus exceptionnelle de l'histoire de l'humanité » (7). C'est du négationnisme de la crise écologique, sociale et démocratique.



À vrai dire, les transhumanistes ne sont ni médecins ni biologistes, mais responsables des grandes entreprises de l'internet et de la donnée, qui nous racontent que les technologies de l'exponentiel, dans leur mouvement

irrépressible, vont tout transformer, jusqu'à la vie elle-même, enfin délivrée de la mort. En fait, n'ayant aucune connaissance en biologie, encore moins en écologie, ils appréhendent l'infinie complexité du vivant comme un simple problème technique. Ainsi certains sont même persuadés qu'ils auront bientôt trouvé une solution technique pour télécharger leur conscience sur une puce... Il y a là une méconnaissance des processus cérébraux et une vision très réductionniste de la vie.

En fait, les transhumanistes, qui prétendent que « *l'homme qui vivra 500 ans est déjà né* », n'ont aucune connaissance de l'histoire des progrès médicaux résultant du travail assidu des chercheurs qui ont, pas à pas, sur une longue période, percé certains mystères du vivant et trouvé des solutions thérapeutiques à des maladies. Et dans ce domaine, « *la route demeure longue et sinueuse, elle reste ponctuée d'échecs et d'espairs déçus* » (7). Et ces avancées dans le domaine de la lutte contre le cancer ou les maladies cardiovasculaires, les implants dentaires ou auditifs, les prothèses de hanche ou de genou, doivent être accessibles à tous.



Alors que se cache-t-il derrière le transhumanisme ? Pour Éric Sadin, qui ne croit pas trop à une sorte d'intention naïve de vouloir nous délivrer de la mort, on peut envisager plusieurs explications. D'abord, à l'origine de telles fadaïses, il peut y avoir un décalage entre la sensation de toute-puissance des transhumanistes (ils font partie des 0,01 % les plus riches) et l'angoisse de mourir un jour. On peut penser aussi que ces super-riches sont prêts à dépenser d'énormes sommes d'argent pour gagner un ou deux ans d'espérance de vie. Mais la raison la plus probable de ce discours est vraisemblablement de créer un récit, un imaginaire, un « *storytelling* » qui justifie la fuite en avant du numérique et la mobilisation de moyens financiers considérables permettant l'accroissement exponentiel des capacités de calcul et de stockage et les profits qui en résulteront pour toutes les entreprises de ce secteur.



Éric Sadin a constaté aussi que « la plupart des transhumanistes ne respirent pas la bonne santé » et qu'ils ne semblent pas s'appliquer à eux-mêmes leurs propres recettes.... L'un d'eux ne se cache pas qu'il avale 250 pilules par jour : antioxydants, vitamines, hormones. Et on comprend bien que ces techniques ne seront pas accessibles à tous. Le transhumanisme pourrait ainsi être le stade ultime de l'ultralibéralisme et des inégalités extrêmes, rebaptisé « stade ultime de la modernité », et cela dans un monde hors-sol car on laisse croire que l'homme pourrait exister en dehors de son milieu. Et à Toulouse, Alain Coulombel nous a présenté les risques d'éclatement de la société avec les transhumanistes, autour de la question du corps :

- de l'un côté le corps augmenté, réparé, greffé, optimisé pour les super-riches, ceux qui auront d'énormes moyens financiers,

- de l'autre le corps troué, jetable, inutile, inemployable de tous les autres.

Les nazis ambitionnaient de créer, par la biologie, une « race » de surhommes, les transhumanistes entendent redéfinir de part en part notre nature humaine, pour leur plus grand profit. Mais dans les deux cas, il y a une vision extrêmement inégalitaire de la société avec des surhommes et des sous-hommes...

Gérard Mamet



1) Guillaume Faburel, Les métropoles barbares, démondialiser la ville, désurbaniser la terre, Editions Le Passager clandestin, 2018.

2) Christophe Guilluy, La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires, Flammarion, septembre 2014.

3) De l'anglais « to collapse », s'effondrer, s'écrouler, s'affaisser. La collapsologie est un mot apparu récemment, en 2015, pour désigner l'effondrement de la société industrielle et ce qui pourrait lui succéder.

4) En cosmologie, le « big crunch » est une sorte de « big bang » à l'envers. C'est un des destins possibles de l'univers à très long terme. « Crunch » est donc synonyme d'effondrement.

5) Dorothee Browaeyts est l'auteur d'un livre intitulé L'Urgence du vivant, éditions François Bourin, 2018.

6) Joëlle Zask, Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique. Paris, Premier Parallèle, 2019.

7) La silicolonisation du monde, Éric Sadin, Éditions L'Échappée, 2016.



Comment recevoir *La Feuille Verte* ?



Vous n'êtes pas adhérent d'Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté ? Et du même coup, vous ne recevez pas systématiquement *La Feuille Verte*, le bimestriel des écolos comtois ?

Abonnez-vous ! Réabonnez-vous! Et faites abonner les gens autour de vous ! Ainsi, vous serez sûr de ne rater aucun numéro, et cela pour la modique somme de 16,00 euros seulement (6 numéros par an).

Nom : Prénom :

rue :

CP : Ville :

Chèque à l'ordre d'EELV-FC, à adresser à :

EELV-FC — 77, grande Rue — 25000 Besançon

JUSTICE CLIMATIQUE, JUSTICE SOCIALE et JUSTICE MIGRATOIRE

Selon de nombreux experts internationaux, le réchauffement climatique va atteindre un seuil irréversible pour les sociétés, l'environnement et la biodiversité. Il provoquera en particulier l'augmentation des catastrophes naturelles (sécheresses, inondations, feux de forêt), la hausse du niveau des mers et la raréfaction des ressources en eau potable.

Des conséquences et des causes

Les migrations qui découleront de ces dérèglements inégalement répartis sur la planète inquiètent nos dirigeants, dont certains ont bien compris le profit électoral qu'ils pouvaient tirer d'une posture autoritaire autour d'un bouc émissaire, le migrant. Afin d'éviter de remettre en cause les positions politiques et économiques qui sont à l'origine de ces dérèglements et donc de ces migrations, on en vient, de déni en déni, à faire passer les conséquences pour les causes et à chercher à faire croire que l'immigration coûte cher à la France, ce qui est contredit par toutes les statistiques.

12



Migrants, réfugiés et déplacés

Dans nos pays aussi, la sécheresse et les inondations seront à l'origine de déplacements internes de population. Ces « déplacés climatiques » viendront d'Espagne, d'Italie, du nord de l'Europe comme du sud de la France suite à des incendies, détérioration de terres agricoles, hausse des précipitations, fonte de glaciers ou montée du niveau de la mer. Saurons-nous les accueillir ? C'est avant tout dans la manière dont nous assumerons solidairement de changer de modèle économique pour limiter ces dérèglements que se trouveront de véritables réponses. C'est à ce niveau que se situent les ouvertures possibles :

- Adapter la Convention de Genève à notre époque

Le statut de réfugié climatique doit être reconnu et la Convention de Genève amendée, la distinction entre réfugié politique et réfugié économique n'ayant par ailleurs aucune pertinence. En effet, on se plaît à souligner que cette convention définit les réfugiés comme victimes d'une persécution dans leur pays, en excluant les dégâts environnementaux ou économiques qui ne relèveraient d'aucune persécution. Or les « réfugiés climatiques » doivent être défendus au même titre que les autres, car ils subissent une persécution issue de choix politiques et économiques totalement imbriqués à l'origine de dommages environnementaux souvent dus à des décisions qui ne sont pas les leurs, mais celles des pays et groupes qui dominent le « marché ».



- Pour sauver le climat : changer de modèle économique

On peut certes promouvoir la neutralité carbone à l'horizon 2050 mais pour agir, il nous faudrait veiller à ce que l'économie ne soit pas laissée aux seuls économistes court-termistes et climatosceptiques. Le principe ultralibéral affirmant qu'« il n'y a pas d'alternative » à leur approche est d'une absurdité morbide dans laquelle nous nous enlisons alors que d'autres approches existent.

Cette économie s'accompagne, on le voit, d'une augmentation accélérée de l'entropie. Ce concept, issu de la seconde loi de la thermodynamique stipulant que l'énergie d'un système a tendance à se disperser de façon irréversible, n'est pourtant pas ignoré de nos « forces de

progrès ». Ne devraient-elles pas s'ingénier à réduire cette entropie au lieu de l'accélérer ? Le réchauffement climatique et les migrations ou déplacements qui l'accompagnent constituent pourtant un avertissement dont nous devrions tenir compte au lieu de combattre ces mouvements de population sans œuvrer sérieusement à la réduction du réchauffement.

- Promouvoir les solidarités et l'égalité

La nature n'existe pas de manière isolée, figée : on en fait partie. Elle n'a pas de réalité objective. Elle se modifie au contact de l'homme, qui se modifie en la modifiant pour le meilleur comme pour le pire.

Il existe aussi des représentations culturelles multiples que l'humain se construit en fonction des éléments non humains (végétaux, animaux, écosystèmes...) et humains auxquels il est confronté sur le territoire où il organise sa vie. S'il ne peut s'y adapter, il s'en va. Les migrations ont de tout temps fait partie de l'ordre des choses et aucune idéologie n'y changera quoi que ce soit.

Force est de constater que nous ne pourrons pas poursuivre avec cette vision d'un monde essentiellement marchand, destructeur de notre environnement, et « en même temps » continuer la politique actuelle de non-accueil envers ceux qui pâtissent de cette destruction dans l'idée qu'on va ainsi mettre fin à ces mouvements. Soit les citoyens de cette planète resteront vivre chez eux si la vie y est possible, soit ils trouveront d'autres solutions que nos dépenses sécuritaires n'arrêteront pas.

La diversité culturelle, qui est une réalité humaine de notre planète, impose un défi relationnel capable solidairement de changer de modèle économique face aux enjeux mondiaux actuels. Certes il s'agit d'un combat international, européen, national, mais qui concerne aussi le plan municipal. Ce défi relationnel doit être déjà tenté au niveau d'une ville : améliorer les liens sociaux peut aussi constituer localement une énergie propre à freiner l'entropie galopante.

Ainsi, promouvoir par exemple l'accueil et des actions municipales en relation avec l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), par exemple, semble être un projet à soumettre aux futurs candidats aux élections municipales. Cela indiquerait la marque d'un changement de paradigme au plan local, car se cacher derrière la seule responsabilité de l'État, comme cela est le cas à Besançon, n'est plus tenable.

- Anticiper

Il est ainsi indispensable d'intégrer les migrations climatiques dans les politiques éducatives et culturelles actuelles (faire face aux idées reçues), ainsi que dans les

plans de développement économique municipaux, nationaux et internationaux. La lutte contre le changement climatique n'est possible que si elle est supportable par les plus modestes et que les plus riches y contribuent aussi. Les justices climatique, sociale et migratoire sont des voies convergentes d'un même combat pour la réduction des inégalités.



Il nous faut revaloriser les alternatives locales, qui sont seules à notre portée et la base indispensable d'une nouvelle économie plus écologique. Il nous faut aussi savoir accueillir l'Autre, venu d'ailleurs et qui nous montre l'intolérable. L'adversaire, ce n'est pas lui. C'est une sorte de lanceur d'alerte plus qu'un profiteur. Le rejeter équivaut à un refus de tout changement de mode de développement.

Si l'ultralibéralisme a encore quelques jours devant lui, cela ne doit pas faire perdre de vue que des alternatives locales se développent çà et là. Une écologie municipale voudra-t-elle en permettre de nouvelles ?

13

Thierry Lebeauipin



DEUX ARTICLES SUR LE DÉCLIN DES INSECTES

1. Les insectes en chute libre

Depuis 1989, des entomologistes amateurs, travaillant en liaison étroite avec des universitaires, ont installé en Rhénanie (Allemagne) des pièges à insectes appelés « pièges Malaise » (1). Ces pièges interceptent les mouches, abeilles, guêpes, papillons et tous les insectes volants suivant un processus normalisé. Les études portent à la fois sur la masse des insectes et sur la biodiversité. L'article rappelle que 70 % des chauves-souris et 60 % des oiseaux sont insectivores et que les insectes pollinisent 90 % des plantes à fleurs. Dans la réserve naturelle d'Orbroicher Bruch, la masse d'insectes récoltés en un an est passée de 1,5 kg en 1989 à moins de 300 g en 2013. Un autre travail est mené sur les insectes, espèce par espèce. Il résulte de ces études que depuis le début des travaux, 44 % des espèces ont vu leur population diminuer, 41 % sont restés stables et seulement 2 % ont augmenté. (*Pour la science* n° 503, septembre 2019, pp. 26-34)

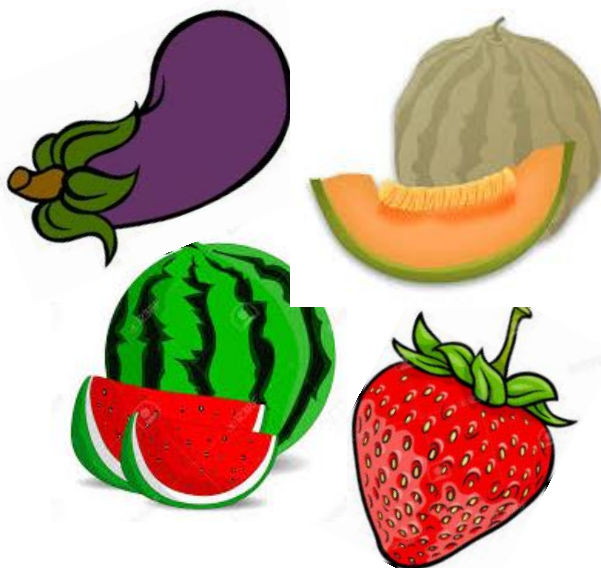


Commentaire : Les causes du déclin sont multiples. D'abord, les grandes monocultures d'aujourd'hui, où les herbes sauvages sont systématiquement supprimées, ne permettent qu'à quelques espèces de survivre. Sont en cause aussi le fauchage fréquent et les labours répétés. Certains habitats sont détruits par l'urbanisation et la construction des routes. Les insecticides et les molécules issues de leur dégradation s'accumulent dans les sols et parmi eux les néonicotinoïdes. Le changement climatique devrait poser aussi des problèmes de plus en plus graves, mais ses effets sont difficile à évaluer. Nous en savons assez pour agir et préserver les

conditions de vie des pollinisateurs : interdire certains intrants, réduire les monocultures et diversifier les méthodes de culture, maintenir des bandes fleuries le long des terres cultivées, etc.

2. 35 % de nos récoltes dépendent des pollinisateurs

L'effondrement des grandes populations d'insectes menace le fonctionnement des écosystèmes et notre alimentation. D'un côté, les populations d'insectes liés aux humains ne disparaissent pas : poux, punaises de lit, ravageurs des cultures, insectes vecteurs de maladies. En même temps, d'autres populations d'insectes, papillons, coléoptères, abeilles, donnent des signes d'effondrement. Des méta-analyses (2) conduites en Australie disent que le déclin mondial pourrait mener à l'extinction de 40 % des espèces d'insectes au cours des décennies à venir. Ce sont surtout les productions de fruits qui sont menacées. La production de kiwis, de melons et de pastèques dépend à 95 % des pollinisateurs, celle des pommes à 65 %, celle des aubergines, des fraises ou des figues à 25 %. (*Pour la science* n° 503, septembre 2019, pp. 36-39)



Commentaire : Les deux causes principales du déclin des insectes sont la destruction massive des habitats des insectes dans un contexte d'artificialisation des paysages et les polluants chimiques. Non seulement les insecticides ont une action directe sur les insectes, mais ils s'accumulent dans l'environnement depuis les années 50. Les abeilles sont des pollinisateurs sauvages et domestiques de première importance et le lien a été

maintenant solidement établi entre certains produits comme les néonicotinoïdes et la mort en masse d'insectes de première importance. Cet été, l'IPBES (3) a publié un rapport alarmant qui fait des recommandations pour les gouvernements, comme la réduction drastique des produits phytosanitaires ou la généralisation des pratiques agro-environnementales. Espérons que ce rapport sera suivi d'effets...

Gérard Mamet



1) Du nom de René Malaise, entomologiste suédois. Ce sont des sortes de tentes, les insectes sont attirés par la lumière et finissent dans un récipient d'alcool où ils sont conservés.

2) Une méta-analyse fait une sorte de synthèse d'études antérieures pour en tirer des conclusions générales.

3) IPBES : Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. En français : Plateforme Intergouvernementale pour la Biodiversité et les Services Écosystémiques.

Lecture



VINGT-QUATRE CHANTIERS

Un récent livre (1) stimulant présente l'avantage, au moment de la campagne pour les municipales, de présenter une démarche et une boîte à outils qui pourraient inspirer les candidats et leurs équipes. L'auteur part des constats alarmants sur l'état de notre planète, mais s'engage ensuite dans un projet enthousiaste où les citoyens sont convoqués pour imaginer un cadre de vie et des modes de vie compatibles avec les exigences écologiques et générateurs de bien-être.

La première partie est assez didactique : elle montre les avantages de l'utilisation, dans les réunions, d'une fresque qui est la transposition à notre époque d'une fresque siennoise du XIVe siècle, « *Les Effets du bon et du mauvais gouvernement* », qui peint les différents aspects de la vie dans et autour d'une cité (habitat, mobilité, transport, services, loisirs, production, jardins, espaces verts, etc.).

Julien Dossier expose une méthodologie par étapes pour amener chacun à décaler son regard et à se situer dans des perspectives qui paraissent au départ inconcevables.

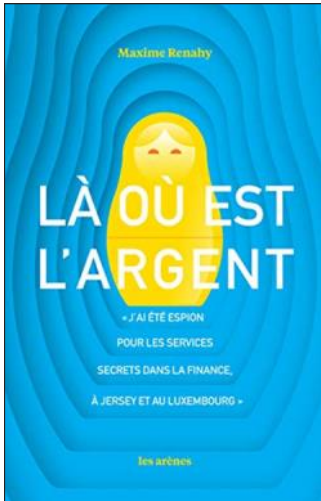
Dans une seconde partie, l'auteur étaye ses propos par de nombreux exemples d'initiatives déjà réalisées ou d'idées qui peuvent en susciter d'autres pour convertir notre appréhension de ce qui est possible et faisable dès maintenant, en particulier dans nos villes. On peut citer, entre autres, dans le cadre du transport, des flottes coopératives (véhicules à l'échelle d'un lotissement ou d'une agglomération) ; contre le gaspillage, des entreprises de transformation des matériaux recyclables ou des plateformes de matériaux de réemploi pour la construction, des ressourceries pour l'outillage et l'équipement ménager ; en ce qui concerne l'alimentation, des jardins partagés, des petites fermes en permaculture en périphérie des villes...

Ce livre peut donc être utile dans la construction des projets pour les municipales car, outre les propositions (qu'on trouve aussi sur les sites d'internet), il donne un fil directeur pour mobiliser un public vers ce qu'il est convenu d'appeler la sobriété heureuse.

Rosine James-Ingrand

(1) Renaissance écologique : 24 chantiers pour le monde de demain, par Julien Dossier (Actes Sud, collection *Domaine du possible*, 2019)





PARADIS FISCAUX

Conférence-débat

organisée par EPI
sur le rôle des paradis fiscaux
avec **Maxime Rénahy**

Mercredi 23 octobre – 20h

Foyer de la Cassotte

18 rue de la Cassotte – Besançon.

Par un concours de circonstances, en 2007, Maxime Rénahy, originaire de Besançon, se retrouve administrateur de fonds dans un cabinet d'avocats à Jersey. Quand il réalise que les informations dont il dispose peuvent intéresser le fisc français, il propose ses services à la DGSE. Pendant 5 ans, comme espion bénévole, il informe les services secrets français sur les différents volets de « l'ingénierie financière » utilisés pour échapper au fisc.

Il raconte cette aventure hors norme dans un livre, *Là où est l'argent*, préfacé par Eva Joly et publié en avril 2019 aux éditions Les Arènes. Il nous alerte sur l'impunité financière dont bénéficient les fraudeurs, impunité qui déstabilise nos sociétés. Depuis qu'il a jeté le masque, l'ex-espion a mis ses compétences et son expérience au service de ceux qui sont victimes de ce système.

Gérard Mamet



Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté

(77, Grande Rue 25000 Besançon)

Directeur de publication : Gérard Roy

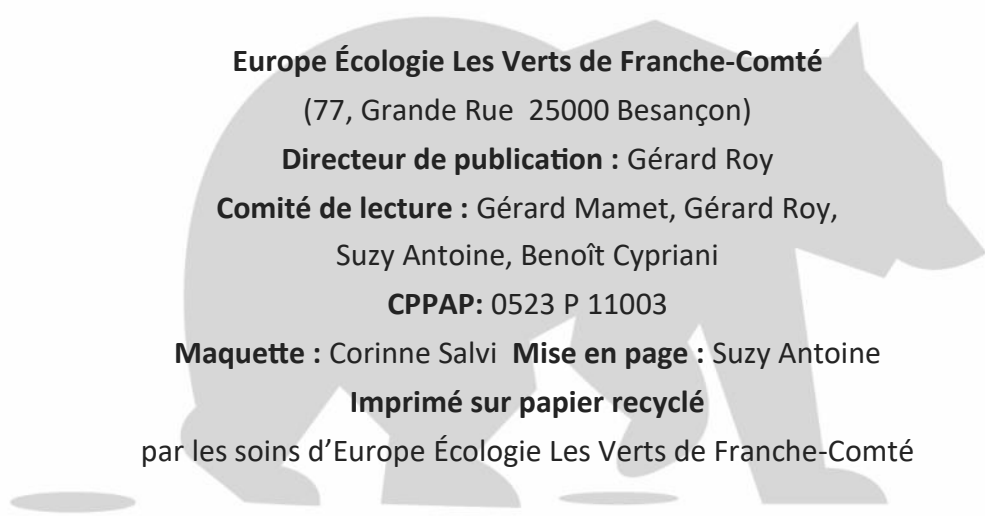
Comité de lecture : Gérard Mamet, Gérard Roy,
Suzy Antoine, Benoît Cypriani

CPPAP: 0523 P 11003

Maquette : Corinne Salvi **Mise en page :** Suzy Antoine

Imprimé sur papier recyclé

par les soins d'Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté





Les Francs-Comtois étaient bien présents lors de ces Journées d'été, malgré la distance qui sépare notre région de Toulouse.

De gauche à droite : Anna Maillard, Cécile Prudhomme, Anne Vignot, Patrick Bourque, Gérard Mamet, Suzy Antoine, Anthony Poulin.

Il manque : Marie-Claire Thomas, Alain Ropion, Corinne Tissier, Hervé Bousquet, Alain Fousseret et ...
(Que celles et ceux que je n'ai pas cités me pardonnent : il y avait tant de monde qu'il était difficile parfois de se retrouver.)

Suzy Antoine

Où trouver EELV au plus près de chez vous ?

Pour celles et ceux qui ne connaissent pas notre fonctionnement, sachez que l'organisation de base d'EELV s'appuie sur **un groupe local**. Il en existe certainement un près de chez vous. N'hésitez pas à contacter les personnes ci-dessous :

Doubs

- **Besançon** : réunions à Besançon

Claude Mercier : 06 38 90 29 23

Cécile Prudhomme : 06 84 37 60 09

eelv.fcomte@gmail.com

- **Le Haut-Doubs** : réunions à Pontarlier et à Morteau

Michaël Chenevez : 03 81 49 58 52

eelv.hautdoubs@gmail.com / mickachen@yahoo.fr

- **Montbéliard** :

Odile Joannes : 03 81 92 92 44

odile.joannes@laposte.net

Territoire-de-Belfort

- **Belfort** : réunions à la Maison du Peuple - place de la Résistance - 90000 Belfort

Jean Siron : 06 60 78 32 14

Vincent Jeudy : 06 88 22 88 97

Haute-Saône

- **Lure — Vosges Saônoises** : réunions salle Merlin - centre Schloeterer 70200 Lure
Marie-Claire Thomas : 06 80 51 18 17

- **Vesoul—Gray** : réunions à la mairie—rue des Droits de l'Homme—70000 Noidans-lès-Vesoul

Alain Ropion : 06 74 90 62 77

Jura

- **Dole** : réunions à Dole

Marie-Agnès Chalumeaux : 06 70 11 31 21

Isabelle Nouvellon : 06 08 65 33 70

- **Lons-le-Saunier (et Haut-Jura)** : réunions au centre social— 2, rue de Pavigny— 39000 Lons-le-Saunier

Sarah Persil : 06 75 02 06 10

Anne Perrin : 06 42 39 04 25

JDE de Toulouse (suite)


**JOURNÉES D'ÉTÉ
DES ÉCOLOGISTES
TOULOUSE
22 | 24 AOÛT 2019**



David Cormand, le secrétaire national, prononce le discours d'introduction. Il sera très applaudi. Les écologistes n'oublent pas qu'il a beaucoup œuvré pour remettre le parti « sur les rails ».

Les 13 nouveaux eurodéputés :

De gauche à droite :

Marie Toussaint, Claude Gruffat, Salima Yenbou, Benoit Biteau, Caroline Roose, Karima Delli, François Alfonsi, Mounir Satouri, Gwendoline Delbos-Corfield, Damien Carême.

Il manque David Cormand, Yannick Jadot et Michèle Rivasi.



Et le soir, permission de minuit !

Le Capitole, éclairé de mille feux.

Photos prises par
Suzy Antoine

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS FRANCHE-COMTÉ

77, grande Rue / 25000 Besançon / 03 81 81 06 66 / <http://>